

Rythmes scolaires « On risque d'ouvrir un boulevard aux écoles privées »

le 13/02/2014 à 05:00 | Benoit Montaggioni Vu 1043 fois



Marie Larrouy et Marc Dailloux co-secretaires départementaux du SNUIPP-FSU. Photo B.M.

Le SNUIPP-FSU syndicat majoritaire chez les enseignants du premier degré redoute la généralisation des nouveaux rythmes scolaires à la rentrée 2014.

Les représentants du SNUIPP-FSU71, le premier syndicat enseignant du premier degré, ont choisi un mercredi pour tenir une conférence de presse et ce n'est pas un hasard. Ce qui les inquiète c'est en effet la généralisation en septembre prochain de la semaine de 4 jours et demi dans toutes les écoles. Le syndicat, qui avait refusé en décembre de signer le rapport d'étape assez positif remis au

ministre, vient en effet de publier un « contre-rapport sur » le bilan des nouveaux rythmes scolaires. Selon le SNUIPP-FSU, les choses sont loin de bien se passer. Ils évoquent des enfants fatigués, des animateurs pas toujours qualifiés, un manque de concertation avec les conseils d'écoles...

En Saône-et-Loire, 32 communes appliquent déjà la réforme. Pour Marie Larrouy et Marc Dailloux, co-secrétaires départementaux, tout ne se passe pas pour le mieux chez les « premiers cobayes ». Tous deux enseignent dans le secteur du Creusot, la plus grosse commune à être passée aux nouveaux rythmes dans le département. « La ville a agi avec une vraie volonté politique et a choisi de mettre les moyens, mais, au départ, les écoles n'ont pas été consultées et il y a beaucoup de turnover chez les animateurs périscolaires », estime Marie Larrouy. Elle déplore aussi un manque de formation général des intervenants et une confusion pour l'élève entre-temps scolaire et périscolaire qui génèrent des problèmes de discipline. À Montceau, Marc Dailloux constate d'autres difficultés : « La priorité a été mise sur la garderie gratuite. Le périscolaire a été mis en place de façon inégalitaire selon les écoles et peu d'enfants sont finalement inscrits. »

Une école « fragilisée » ?

Mais, c'est surtout pour les zones rurales que s'inquiètent les représentants du syndicat : « Tout le monde va chercher à recruter des animateurs en même temps, ça va être très compliqué. » Tous les deux redoutent donc une « fragilisation généralisée de l'école à la rentrée prochaine ». Ils ont également peur que les parents, de plus en plus hostiles à la réforme, ne décident de se tourner en masse vers le privé, qui n'est pas obligé d'appliquer la réforme des rythmes. « Avec cette réforme, on risque d'ouvrir un boulevard aux écoles privées, redoute déjà Marc Dailloux ». Le SNUIPP-FSU réclame dans son « contre-rapport » plus de souplesse dans la réforme et une concertation accrue. « Cette année, on a plus parlé du périscolaire que du scolaire » déplore Marie Larrouy.